

Loi **INFAMIE**gration :

Le Pen en rêvait... Macron l'a fait !

La loi immigration adoptée ce mardi 19 décembre, la 30ème en 40 ans, est de loin la plus xénophobe et anti-sociale de toutes. Elle est sans doute anticonstitutionnelle sur plusieurs points, comme l'a admis Borne elle-même. Cette loi reprend les pires positions de l'extrême-droite sur la « préférence nationale », la négation du droit du sol et des droits des travailleuses et travailleurs étranger-es.

Macron, qui au soir de sa réélection disait « vous m'avez élu pour faire barrage à l'extrême droite. Ce vote m'oblige », s'affiche dorénavant en véritable tremplin du RN. Et lui, qui se clamait « ni de droite ni de gauche » fait tomber toutes les digues.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ... MON CUL !

Le gouvernement affirme que cette loi répond aux aspirations des français-es. Il s'appuie sur une opinion publique façonnée par les discours haineux, xénophobes alimentés en continu par ses médias mainstream (BFM, LCI, CNews, etc.). Il justifie sa loi comme réponse à des sondages dont l'un des tous derniers, mené par l'IFOP, a été commandé par le magazine d'extrême droite « Livre Noir ». Une opinion publique qui aurait à 60% « le sentiment qu'il y a trop d'immigré.e.s en France ». En quoi le sentiment, qui peut être totalement construit, doit conduire une politique ? Et si l'opinion publique guide la politique de Macron, pourquoi a-t-il passé en force sa réforme des retraites rejetée par plus de 75% de la population ? Et pourquoi ne restaure-t-il pas l'Impôt sur les Grandes Fortunes (ISF) demandé par 60% des personnes sondées ?

**Une loi contre une partie de la population...
une loi qui attaque bon nombre de nos voisin-es,
ami-es, membres de nos familles, personnes
que nous accueillons et accompagnons
quotidiennement dans nos missions de
service public...**

Une loi qui instaure, entre autres, enfermement et expulsions de personnes protégées au titre de la vie privée et familiale, refus ou retrait du droit au séjour au motif de menaces à l'ordre public, rétablissement du délit de séjour irrégulier, atteintes au droit à la santé et à la vie familiale, restriction de l'accès aux titres de séjour pour les étudiant-es et les personnes malades, mise en place et renforcement de tous les freins à l'intégration...



Une loi contre les immigré-es, ces immigré-es qui livrent nos colis, ramassent les fraises ou cueillent les cerises, construisent nos logements et nos écoles, nettoient nos bureaux ou soignent nos grands-parents... Ces immigré-es dont même le patron du MEDEF a admis que la France allait en avoir fort besoin. Mais Macron s'en fout. Après lui, le déluge et la haine !

Cette politique nous met toutes et tous en danger ! **Parce que nous sommes agent.e.s publics au service de toute la population, nous ne sommes assujéti-es qu'à nos missions d'intérêt général. Nous ne sommes donc pas les instruments, ni les collaborateur-ices de ces politiques.**

Nous ne pouvons cautionner ni mettre en pratique ces discriminations. Nous devons plus que jamais nous positionner en ne perdant jamais de vue ce qui fonde notre rôle et veiller à ce que notre service public, bien commun et socle de solidarité, ne soit pas détourné à leurs fins idéologiques nauséabondes.

Et pendant ce temps Macron ferme 6 700 lits à l'hôpital rien qu'en 2022, 30 000 depuis 2016. Et des gens meurent aux urgences comme le minot à Hyères, il y a quelques jours.

Et là-dessus que disent Macron, Le Pen, Zemmour & Co ? Là aussi c'est la faute aux immigrés ?

- **L'urgence c'est de régulariser les travailleurs et travailleuses sans-papiers, exploité·es, sous la menace d'une arrestation.**
- **L'urgence c'est de ne laisser personne à la rue.**
- **L'urgence c'est de donner les moyens aux services publics.**
- **L'urgence ce sont des augmentations de salaires, le partage des richesses et la lutte contre la crise écologique.**
- **L'urgence c'est de nous rassembler et de nous organiser pour mener la contre offensive et empêcher l'application de cette loi.**

La "loi immigration"

BAFOUÉ

les droits fondamentaux

Union
syndicale
Solidaires

Nous appelons tout.e.s nos adhérent.e.s, sympathisant.e.s, collègues à se joindre à toutes les initiatives de lutte contre cette loi infâme, raciste et antisociale !



✉ 31 rue de la Grange Aux Belles
75010 PARIS

☎ 01 58 39 32 09

Fédération **Sud** Collectivités Territoriales

✉ fedesudct@gmail.com

🌐 www.sud-ct.org

📌 @fedesudct